

chaque groupe étudié n'en demeure pas moins une constante. Quelques chercheurs vont tenter de rendre compte de ce phénomène à la lumière du contexte national distinct de leurs sujets. Or il méritait une attention plus soutenue en conclusion. Dans le texte de la fin, Jocelyn Létourneau a plutôt choisi de mettre l'accent sur « l'intuition qui est la nôtre et qui pourrait facilement se muer en hypothèse sérieuse de travail », à savoir que « l'identification nationale (chez les jeunes) reste forte » (p. 411). Si les travaux de ce recueil étaient dans une certaine mesure cette conclusion, ils offrent au lecteur une grande diversité de découvertes qui soulèvent d'autres questions. Mais les directeurs ont décidé de présenter en conclusion un texte prescriptif suggérant aux lecteurs, toutes générations confondues, une manière saine d'envisager le passé, la nation et la mondialisation. Cette conclusion, fort intéressante par ailleurs, se veut davantage une réflexion inspirée des enquêtes préalables et laisse au lecteur le travail de comparaison et de recoupements suscité par la juxtaposition de ces textes.

Tous les auteurs de ce recueil sont très conscients qu'en s'aventurant dans le champ des perceptions et de la mémoire la prudence s'impose. Ils et elles peuvent suggérer des pistes d'analyses fécondes mais elles demeurent tentatives. Ce recueil s'avère une belle invitation à la poursuite de recherches inspirées par ses découvertes et ses hypothèses stimulantes.

Nicole Neatby
Université de l'Île-du-Prince-Édouard

Danielle Juteau et Nicole Laurin — *Un métier et une vocation. Le travail des religieuses au Québec, de 1901 à 1971*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1997, 194 p.

Ces deux sociologues nous livrent ici le résultat d'une autre étape de leur vaste recherche entreprise sur les communautés religieuses de femmes au Québec. En collaboration avec Lorraine Duchesne, elles avaient déjà publié, en 1991, *À la recherche d'un monde oublié. Les communautés religieuses de femmes au Québec de 1900 à 1970*, un ouvrage dans lequel elles s'étaient penchées sur l'ampleur toute particulière des communautés religieuses de femmes au Québec et sur l'origine sociale, géographique, ethnique et familiale de leurs membres. Cette fois, à partir de l'analyse des obédiences de 3 700 religieuses appartenant à 24 communautés religieuses de femmes de différentes tailles et de différentes finalités, elles enquêtent sur le travail accompli par les religieuses. Un travail qui, soutiennent-elles, s'inscrit dans un rapport d'appropriation collective du travail des femmes par les hommes, en termes de « sexage » plus précisément.

Maints constats se dégagent de cette étude abondamment documentée. Voyons ce qui retient surtout l'attention de l'historienne que nous sommes. Tout au long de la période étudiée, le taux d'activité des religieuses est très élevé. De 98,8 pour cent en 1901, il se maintient au-delà de 90 pour cent jusqu'en 1961, malgré les transformations que vit la société québécoise depuis le début du siècle. Si une faible proportion

de religieuses sont infirmières, les enseignantes, les administratrices et les religieuses affectées à des tâches ménagères et au service du clergé sont nombreuses. De fait, l'activité des religieuses ne subit un sensible déclin qu'à partir de 1961, à la suite du vieillissement des effectifs, de l'accroissement du nombre des soeurs aux études ainsi que de leur mise à l'écart lors de la Révolution tranquille qui entraîne l'établissement d'un nouveau rapport entre l'Église et l'État. Seules les communautés missionnaires oeuvrant à l'extérieur du Québec et les religieuses contemplatives vivant en vase clos échappent à cette importante rupture qu'a représentée la Révolution tranquille pour la société québécoise.

La comparaison qu'établissent ensuite Danielle Juteau et Nicole Laurin entre le travail gratuit des religieuses dans l'Église et des femmes dans la famille est fort intéressante. Bien qu'oeuvrant à l'extérieur du cadre conjugal et familial, ce qui les exempte du « service sexuel de la reproduction » (p. 50), et exerçant un travail spécialisé qui leur permet une mobilité professionnelle importante, les religieuses se rapprochent néanmoins de la condition des mères-épouses par leur travail non salarié d'entretien des êtres humains. Les unes et les autres sont privées des conditions matérielles nécessaires à leur émancipation et ne peuvent dès lors prendre conscience de cette dépendance et s'en affranchir. L'Église peut ainsi maintenir au foyer ou à l'intérieur des communautés ces reproductrices biologiques et idéologiques, gardiennes et protectrices de la nation canadienne-française. Mais, pour la religieuse, la mobilité au sein de ce « ghetto » (p. 83) qu'est la communauté est possible, en raison de la possibilité d'étudier après l'entrée au couvent et de l'absence des hommes dans l'organisation institutionnelle.

Au chapitre 3, intitulé « Ni l'usine, ni le bureau » les auteures insistent entre autres sur l'importance du travail d'enseignement chez les religieuses. Les écoles constituent « la pierre d'assise de l'édifice gigantesque que représente l'oeuvre des communautés religieuses au Québec. Par les écoles, les religieuses sont partout intégrées dans tous les espaces urbains ou ruraux, présentes à toutes les classes de la société, génération après génération » (p. 90). L'impact de la Révolution tranquille n'en sera que plus grand. Si celle-ci a en effet permis aux hommes d'envahir l'enseignement, ce nouveau secteur public d'activités, elle a contribué à la mise à l'écart des femmes « qui effectuaient gratuitement leur travail dans le cadre ecclésial » (p. 111).

Mais, c'est le chapitre 4 qui nous apparaît la partie la plus intéressante et la plus novatrice de l'étude grâce à la comparaison qu'établissent les auteures entre le travail des religieuses et celui des salariées, contrôlées, elles, par l'État ou par le capital. On retiendra d'abord le faible taux d'activité (7 pour cent en 1931) qui a longtemps été le lot des femmes mariées au Québec. On constatera surtout que les religieuses et les salariées sont concentrées dans des catégories professionnelles peu nombreuses. Les premières sont quasi absentes des emplois de bureaux et on compte chez elles bien peu d'ouvrières car les communautés religieuses de femmes s'avèrent des bureaucraties bien particulières au sein desquelles la division du travail est peu poussée, et qui, fonctionnant en autarcie, ont peu de comptes à rendre à l'État. Être religieuse augmente non seulement les chances d'accéder à des fonctions administratives mais également d'exercer un travail de façon autonome, les hom-

mes, laïcs et d'Église, étant absents de la structure interne des communautés. On retiendra également un constat qui pourrait peut-être nuancer la thèse du « sexage » : pour certaines religieuses, écrivent les auteures, l'entrée au couvent « permet également de contrôler le travail d'autres femmes, religieuses et laïques, et de certains hommes » (p. 127). Voilà peut-être un futur sujet d'approfondissement pour les historiens et historiennes ainsi que les sociologues.

Dans le dernier chapitre, qui fait le point sur les observations des chapitres précédents, l'expression « nous sommes toutes des religieuses » nous renvoie au constat selon lequel « la division sexuelle du travail traverse l'ensemble de la société » (p. 145). Toutes les femmes, les religieuses, les mères-épouses, les salariées, subissent cette appropriation de leur travail même si cette appropriation revêt des formes différentes selon le lieu (famille, marché du travail, État, Église) où elle s'exerce. Toutes sont aussi soumises aux rapports de classe et aux rapports ethniques. Mais, le travail des religieuses échappe à l'appropriation privée que constitue l'appartenance à un homme dans le cadre conjugal ainsi qu'aux rapports capitalistes, où les salariées sont confrontées aux salaires les plus bas et à la résistance de leurs collègues masculins. Les religieuses trouvent à l'intérieur du cadre ecclésial la possibilité d'accomplir des tâches variées et valorisantes et d'accéder à des postes de commande.

Le public lecteur estimera peut-être excessive l'expression « sexage » utilisée pour rendre compte du rapport spécifique d'appropriation ou d'exploitation que constitue la division sexuelle du travail. Il sera peut-être agacé à l'occasion par les très nombreuses données quantitatives illustrant la diversité des affectations et occupations des religieuses. Ces remarques ne réduisent toutefois en rien l'apport important de cette étude à la connaissance de l'expérience des religieuses elles-mêmes et plus particulièrement des rapports qu'ont entretenus avec ces femmes et l'ensemble des autres femmes, les hommes, l'Église, l'État et le capital au sein de la société québécoise des années 1900 à 1970.

Andrée Dufour
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

Nicole Neatby — *Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1997, 264 p.

Dans cette étude, soumise d'abord comme thèse de doctorat à l'Université de Montréal en 1993, Nicole Neatby soutient que certains étudiants québécois étaient déjà, en 1949–1958, voués à des causes réformistes touchant les affaires internationales, la société québécoise et le domaine de l'éducation universitaire. Selon l'auteure, les chercheurs qui ont jusqu'ici tenté de cerner la pensée étudiante laissaient entendre que, loin d'être préoccupés par les besoins de changements, les étudiants universitaires étaient plutôt « carabins », conservateurs comme la plupart de leurs aînés, intéressés surtout aux activités sportives et aux divertissements en général. Neatby s'inscrit en faux contre cette interprétation.